

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 28/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GREEN PACK

674 rue Jeanne la Lorraine
76850 Bosc-le-Hard

Références :
Code AIOT : 0005800685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2023 dans l'ancien établissement GREEN PACK implanté 674, rue Jeanne la Lorraine 76850 Bosc-le-Hard. L'inspection a été annoncée le 27/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREEN PACK
- 674, rue Jeanne la Lorraine 76850 Bosc-le-Hard
- Code AIOT : 0005800685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Green Pack exploitait une usine dont l'activité était la rénovation d'emballages métalliques et plastiques souillés par des substances dangereuses. Cette activité était réglementée au titre de la législation ICPE. La société a été placée en liquidation judiciaire en novembre 2013 et radiée le 24 septembre 2020.

Par ailleurs, le site est la propriété de la SCI O.L.C Activités, dont le gérant, M. Olivier Durand, était l'ancien dirigeant de la société GREEN PACK.

En l'absence de responsable solvable, la mise en sécurité du site a été confiée à l'ADEME.
L'intervention de l'ADEME sur ce site se découpe en trois phases :

1- la gestion de la station d'épuration des effluents industriels (APTO du 14 juin 2016). Cette intervention s'est déroulée entre 2018 et juin 2023. Le récolement de ces travaux est l'objet du présent rapport.

2- la gestion des déchets stockés en extérieur (APTO du 6 mai 2020 en urgence impérieuse). Cette intervention s'est déroulée de juin à octobre 2020 (évacuation de 1 194,885 tonnes de déchets dangereux et 2,58 tonnes de déchets non dangereux). Cette phase est finalisée (CRIT du 07/11/2022, avec suites).

3- la gestion des déchets conditionnés restants, la vidange des fosses, le démantèlement de la chaîne de prélavage des fûts et de pressage des fûts, la vidange et curage des lagunes biologiques, et la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux (APTO du 05/12/2023). Ces opérations devraient se dérouler sur 2024-2025.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité du site – arrêté préfectoral de travaux d'office

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exécution d'office de travaux de mise en sécurité	Arrêté Préfectoral du 14/07/2016, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux opérations réalisées par l'ADEME dans le cadre de l'intervention n°1, la vidange et la sécurisation de la station d'épuration (interne) des eaux résiduaires, ainsi que la vidange et l'évacuation du contenu de l'ouvrage 49 (dit bac ciment) ont été réalisées.

Au regard des travaux d'office réalisés, un projet d'arrêté de déconsignation de sommes est proposé afin qu'elles soient reversées à l'ADEME.

Ces informations sont portées à la connaissance du public sur le site internet Géorisques (fiche ex-BASOL).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exécution d'office de travaux de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/07/2016, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux de mise en sécurité
Prescription contrôlée : Article 1 : "Il est procédé à l'exécution des travaux suivants, aux frais des personnes physiques ou morales responsables du site :

Article 1.1 – Vidange et sécurisation de la station d'épuration (interne) des eaux résiduaires

Il est procédé à la vidange et à la sécurisation des différents ouvrages des stations d'épuration internes du site (stations dites n° 1 et n° 2, ancienne lagune (bac en terre) des eaux process qui recevait les eaux de lavage des fûts d'une superficie 300 m2 environ) de telle sorte que ces bassins ouverts ne puissent plus ni se remplir depuis le réseau de collecte des eaux résiduaires du site, ni se déverser dans le fossé attenant à la station d'épuration.

Article 1.2 – Vidange du bassin

Il est procédé à la vidange et à l'évacuation (dans un centre de traitement de déchets) du contenu de l'ouvrage 49 (dit bac ciment qui recevait les résidus huileux du process et des dégraissants)."

Constats :

Le Préfet de la Seine-Maritime a arrêté, en date du 14 juin 2016, des prescriptions de travaux d'office pour la mise en sécurité environnementale de l'ancien site GREEN PACK à Bosc-le-Hard.

Les opérations se sont déroulées entre 2018 et juin 2023.

En 2018, une première tentative de travaux sur le bac en terre (lagune polluée) avait été stoppée suite à des dégagements de fortes odeurs émanant des boues en phase de chaulage.

De 2019 à 2022, des étapes préparatoires importantes ont été menées par l'ADEME :

- étude de faisabilité, levé topographique, étude environnementale et géotechnique ;
- autorisation par la SNCF pour l'installation d'une tente de confinement à proximité des voies ferrées (pose d'un grillage orange séparatif de l'emprise ferroviaire) ;
- travaux préparatoires d'accès et de montage de la tente de confinement, avec un agrandissement du passage au droit du auvent sud et le démantèlement des citernes proches du bac en terre ;
- amenée de sciures d'un autre chantier ADEME pour la structuration des boues afin qu'elles soient évacuées vers une filière spécialisée.
- communication auprès des élus et des riverains.

Le marché de travaux a été notifié le 28 octobre 2022 à ORTEC-SOLEO.

Les travaux ont été réalisés du 11 janvier au 26 mai 2023 : vidange et élimination des boues et terres polluées du bac en terre sous tente de confinement ventilée, en partie sur l'emprise ferroviaire.

Bilan des déchets évacués :

- Boues structurées : 862 tonnes
- Terres polluées : 598 tonnes
- Eaux souillées : 477 tonnes
- Boues pâteuses des cuves et rétentions : 132 tonnes
- Bétons souillés : 39 tonnes
- DIB souillés : 14 tonnes

Le bilan financier est de 1 214 348 €.

Aucune plainte pour nuisances n'a été remontée de la part des riverains.

Ainsi, lors de la visite d'inspection du 4 décembre 2023 (cf. annexe), il a été constaté :

- le démantèlement des citernes proches du bac en terre ;
- la suppression du bac en terre, avec remblaiement et recouvrement de la zone par des matériaux extérieurs ;
- la consommation de sciure stockée sous le hangar ouest (à l'entrée du site) ;
- une sécurisation du pignon sud-est du bâtiment accueillant la station de prélavage-pressage-serrissage-débosselage-dérouillage par des grilles de type heras ;
- la pose d'une serrure sur un bâtiment atelier pour les besoins du chantier (clé remise).

Par ailleurs, différentes portes de bâtiments étaient ouvertes, des éléments métalliques du auvent sud ont été découpés. Ce qui laisse penser que des intrusions ont eu lieu après les dernières opérations menées par l'ADEME.

De plus, la tempête de novembre 2023 a couché plusieurs candélabres du site (cour nord).

→ L'intervention [n°1] de l'ADEME a ainsi permis de mettre en sécurité le système d'épuration des eaux résiduaires qui avait amené une pollution du ruisseau en aval par des débordements des ouvrages du site.

→ L'inspection des installations classées constate l'exécution des travaux prescrits. Un rapport d'exécution de la société ORTEC-SOLEO détaillant les opérations menées, ainsi que les bordereaux de suivi de déchets, seront transmis à la DREAL dès réception par l'ADEME.

→ Au regard des travaux d'office réalisés, un projet d'arrêté de déconsignation de sommes (109 000 €) est proposé afin qu'elles soient reversées à l'ADEME.

Ces informations sont portées à la connaissance du public sur le site internet Géorisques (fiche ex-BASOL).

Type de suites proposées : Sans suite